



1

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION

L'opération de maintien de la paix des Nations Unies à Carana (MANUC) est présente dans le pays depuis dix ans et a assisté à deux élections pacifiques. Le 3 août de cette année, le Conseil de sécurité a prolongé une dernière fois le mandat de la MANUC, fixant sa date de fin au 28 février 20XX (soit dans 18 mois). La résolution 4455 du Conseil de sécurité prévoit une transition en deux phases. Tout d'abord, la mission a neuf mois pour fermer tous les bureaux locaux, à l'exception de celui de Faron, pour réduire de moitié les personnels en tenue de la MANUC, et pour transférer les responsabilités en matière de sécurité aux forces de sécurité nationales caranaïses. Elle aura ensuite neuf mois supplémentaires pour terminer le retrait et clôturer la mission. Les prochaines élections présidentielle et législatives se dérouleront dans trois ans.

Le Conseil de sécurité a salué les progrès généraux réalisés par la mission en faveur du rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le pays. Le Secrétaire général a déclaré que le retrait de la MANUC était l'un des événements les plus importants pour Carana et la communauté internationale depuis la fin de la guerre civile, et qu'il aurait des répercussions considérables sur l'avenir du pays et sur les efforts déployés de manière générale par l'ONU en faveur de la pérennisation de la paix. Malgré des progrès significatifs dans la consolidation de la paix dans le pays, des tensions persistent sur certains points, dont la réforme constitutionnelle, les politiques d'égalité des sexes et la réconciliation.

Lors d'une réunion ultérieure du Comité exécutif (CE)¹ du Secrétaire général, le CE a fait savoir que l'actuelle Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général/Coordonnatrice résidente/Coordonnatrice des opérations humanitaires resterait en tant que Coordonnatrice résidente (CR) à Carana.

L'actuel plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) s'étend de 20XX à 20XX². L'équipe de pays des Nations Unies (EPNU) peine à soutenir les plans du gouvernement dans le cadre du PNUAD, étant donné que les ministères n'adhèrent pas toujours aux priorités agréées. La consolidation de la paix n'est pas une priorité de l'EPNU, au titre du PNUAD actuel. Ce dernier expirera la même année que le retrait de la MANUC, ce qui génère des inquiétudes quant

¹ Le Comité exécutif assiste le Secrétaire général dans la prise de décisions sur des questions d'importance stratégique devant être examinées au plus haut niveau à travers tous les piliers de l'action de l'ONU, sur la base des délibérations pertinentes menées au sein des instances intergouvernementales de l'ONU. Pour de plus amples informations sur le Comité exécutif, voir (en anglais) : https://www.un.int/sites/www.un.int/files/Permanent%20Missions/delegate/establishment_of_an_executive_committee.pdf

² La date de fin doit être la même année que celle de la transition.

à la perte de soutien logistique et de poids politique pour encourager le gouvernement à respecter le cadre.

Actuellement, l'OMS, l'UNICEF, le HCR, le HCDH, le PAM et le PNUD sont présents dans le pays³. Ces bureaux sont situés un peu partout dans Galasi. L'ONU n'est pas présente à Sureen, mais le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) y a une antenne.

La MANUC coopère activement avec des groupes de femmes au niveau local pour accroître leur participation au processus décisionnel, aux élections et à la résolution des conflits. Elle s'est tout particulièrement efforcée de promouvoir l'emploi des femmes et de lutter contre la violence sexuelle et sexiste, ainsi que contre l'impunité pour les crimes commis contre des femmes. Étant donné que le mandat de la MANUC accorde une attention particulière aux activités liées à la résolution 1325, il se peut que les femmes de Carana (ainsi que le Conseil de sécurité et certains États membres) craignent que ces enjeux perdent en visibilité, une fois la présence de l'ONU revue à la baisse.

La MANUC compte actuellement 421 personnels recrutés sur le plan national, 235 personnels recrutés sur le plan international et 125 volontaires des Nations Unies, dont la majorité est basée à Galasi. Le pays se trouve dans une situation économique difficile, avec seulement 1 % de croissance du PIB l'an dernier, un pourcentage bien en deçà de la croissance observée avant la guerre. Le gouvernement contrôle le secteur minier et l'activité du secteur privé est limitée. Au cours des dix dernières années, une économie de services modeste – dont des hôtels et restaurants pour le personnel international de la MANUC – a vu le jour à Galasi. Un petit nombre de Caranais a également tiré profit de la location de bureaux et d'appartements, ainsi que de la fourniture de matériaux, de services de fret, de services bancaires et autres à la communauté internationale.

2

TÂCHE

Le Conseil de sécurité a demandé à la MANUC et à l'EPNU d'élaborer conjointement un plan de transition intégré (PTI), afin d'éclairer les décisions qui seront prises au cours des dix-huit prochains mois. Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) a convié l'équipe de direction de la mission (EDM) pour la charger d'élaborer un PTI. Ce plan permettra de coordonner les actions de la mission, de l'EPNU, du Siège de l'ONU et du gouvernement de Carana.

3

QUESTIONS À DISCUTER

1. Quelles sont les premières mesures que devraient prévoir la mission et l'EPNU dans le cadre de la planification ? Qui devrait assumer le rôle de chef de file et qui conviendrait-il de consulter ? Dans quel ordre ces mesures devraient-elles être prises ?

³ Voir la carte pour situer où se trouvent les entités actuellement présentes sur le territoire.

2. Quelles mesures devraient prendre l'EDM et l'EPNU/la CR pour veiller à ce que les équipes de l'ONU qui resteront dans le pays disposent de fonds et de capacités en suffisance ? Avec quels partenaires convient-il de prendre contact dans ce cadre ?
3. Quels sont les principaux publics auxquels la MANUC et l'EPNU devraient s'adresser pendant la transition ? Quels sont les principaux messages à véhiculer et les canaux à utiliser pour la communication stratégique ?

4

ÉLÉMENTS INJECTÉS

Élément Injecté 1

Le RSSG vient tout juste de recevoir un appel de la présidente de Carana, qui se dit vivement préoccupée par le calendrier prévu dans la résolution 4455 du Conseil de sécurité pour le transfert des responsabilités en matière de sécurité et le retrait des forces de la MANUC. Elle affirme que les délais sont trop courts pour former de manière adéquate la police nationale, et elle ajoute que la population n'a pas vraiment confiance dans la police. Elle explique par ailleurs que la police dépend totalement de l'appui logistique de la mission en dehors des capitales provinciales, et qu'elle ne sera pas en mesure de réagir rapidement en cas de violence dans les campagnes. Elle informe le RSSG qu'elle est prête à appeler personnellement le Secrétaire général.

1. **Le RSSG demande des recommandations quant à la manière d'interagir avec la présidente et sur l'élaboration d'une stratégie de communication officielle pour la transition, notamment pour ce qui est des interactions avec les acteurs nationaux et internationaux à Carana, la société civile et le personnel national. Qu'inclure dans une telle stratégie de communication et quelles sont les étapes de ce processus ? Quel lien faut-il faire avec le PTI ?**

Élément Injecté 2

L'association du personnel national de la MANUC a envoyé un courriel à l'EDM pour exiger une certaine forme de sécurité de l'emploi. Elle affirme qu'il incombe à la mission de veiller à ce que le personnel conserve un emploi, et fait remarquer que sur les 421 personnels nationaux de la MANUC, la majorité travaille pour la mission depuis plus de cinq ans. Elle souligne par ailleurs que les offres d'emploi sont limitées en dehors de la MANUC et que l'incertitude qui règne quant à la date à laquelle les personnels ne pourront plus travailler pour la mission complique leur recherche d'un nouvel emploi. Si la mission ne prend pas immédiatement des mesures pour répondre à ces revendications, l'association du personnel menace d'en informer la presse locale. Un fonctionnaire du ministère du Travail a contacté le bureau du RSSG pour lui demander des éclaircissements sur le statut du personnel national, ce qui suggère que le ministre du Travail envisage de faire une déclaration publique sur ce qu'il considère comme les obligations de la MANUC en vertu du droit du travail caranais.

- 1. Quels services de la MANUC et du Siège de l'ONU devraient aider le RSSG à régler ces questions ? Sur quelles ressources/références devraient-ils s'appuyer ?**
- 2. Quelles options la mission a-t-elle à sa disposition pour faciliter la transition pour le personnel national ?**
- 3. Comment faut-il communiquer sur ces processus et sur les efforts déployés, et quels publics faut-il cibler ?**

Élément injecté 3

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général (RSASG) en charge des affaires politiques reçoit un appel du chef de bureau à Sureen, qui s'inquiète qu'une fois le bureau local de la MANUC fermé, il n'y ait plus aucune présence de l'ONU à Sureen. Elle souhaite discuter de l'impact de la transition. Elle fait observer qu'en raison de la croissance rapide de la population pendant la guerre, les infrastructures de Sureen sont considérablement surchargées. La police est en sous-effectif, et les policiers en service ne disposent bien souvent pas de l'équipement de base (radios, matériel non létal pour le contrôle des foules, et munitions) nécessaire. De nombreux quartiers sont des implantations sauvages. Elle affirme avoir demandé à plusieurs reprises au PNUD d'accroître sa présence en dehors de la capitale, et ajoute que les chefs de bureaux situés dans d'autres provinces ont formulé des inquiétudes similaires malgré la présence d'autres organismes de l'ONU.

- 1. Quelles actions la MANUC devrait-elle entreprendre à mesure que ces décisions sont prises (par ex., réaliser des évaluations conjointes avec le gouvernement) ?**
- 2. Y a-t-il des organismes, des fonds et des programmes qui devraient être présents en dehors de la capitale ?**
- 3. Quelle stratégie de communication peut être utilisée pour faire savoir au public que l'ONU ne s'en va pas totalement ?**